



DECLARATION SOCIALE NOMINATIVE

Mesures d'activités et d'absences dans la DSN

Sommaire

Préambule.....	2
1. Les unités de mesure.....	2
2. Modalités déclaratives pour les unités mesurant des durées.....	3
3. Modalités de valorisation des mesures de travail et d'absences.....	4
3.1 Les mesures exprimées en heures et en jours.....	4
3.1.1 Les mesures de nature contractuelles, légales et conventionnelles	4
3.1.2 Les mesures du processus de calcul de la paie	5
3.1.3 Unité de mesure applicable	5
3.1.4 Le travail rémunéré.....	5
3.1.5 La durée d'absences non rémunérées.....	6
4. Exemples.....	7
4.1 Le contrat est formulé avec une unité exprimant une durée.....	7
4.1.1 Contrat dont l'unité est l'heure, temps plein sur base légale (35h).....	7
4.1.2 Contrat dont l'unité est le jour, forfait annuel de 218 jours.....	9

Préambule

Ce document est établi pour les besoins de fonctionnement opérationnel de la Déclaration Sociale Nominative (DSN), sans qu'il n'emporte aucune conséquence sur le plan juridique au regard du droit positif. Par ailleurs, les pratiques actuelles telles que mises en place et admises dans les formalités existantes ne sont pas remises en cause par la DSN qui ne change pas le droit et ses modes concrets d'application.

La présente note vise à préciser l'ensemble des règles relatives aux mesures d'activités et d'absences en DSN. Cette note couvre aussi bien les valeurs contractuelles que les mesures d'activité et d'absences non rémunérées établies pour les besoins du processus de paie.

Par nécessité, cette note précise également les règles afférentes aux unités de mesure.

Le périmètre traité dans cette note est restreint aux quotités contractuelles, légales et conventionnelles, mesures d'activités et absences mesurées en durée. Ainsi, ne sont pas traités ici de manière détaillée les cas d'individus dont le travail est mesuré à la pige, à la vacation, ainsi que les individus non concernés par une unité de mesure du travail (par exemple certains cadres dirigeants dont la mesure du travail n'est pas opérée par application de l'article L. 3111-2 du Code du Travail).

Si certaines particularités relatives à ces individus, dont les quotités et mesures ne sont pas exprimées en durée, voire pas exprimées du tout, vous semblaient porter un potentiel de simplification, n'hésitez pas à adresser une communication au GIP-MDS. Ce serait une contribution utile à la construction de la DSN.

1. Les unités de mesure

La DSN impose l'utilisation d'une même unité de mesure pour l'ensemble des mesures d'activités et d'absences non rémunérées dans les blocs « Contrat (contrat de travail, convention, mandat) - S21.G00.40 » et « Changements Contrat - S21.G00.41 ».

L'unité de mesure est à déclarer dans la rubrique « Unité de mesure de la quotité de travail - S21.G00.40.011 ». Les valeurs possibles sont les suivantes :

- Heure
- Journée
- Forfait heure
- Forfait jour
- Pige*
- Vacation*
- Tâche *



- SMIC *
- Part *
- Salarié non concerné*

** Ces unités de mesure ne sont pas traitées dans la présente note.*

Concernant les forfaits, jour ou heure, le terme forfait caractérise la modalité retenue par l'employeur et l'individu pour fixer les quotités contractuelles, légales et conventionnelles, à savoir la quotité de travail de référence de l'entreprise pour la catégorie de salarié (rubrique S21.G00.40.012) et la quotité de travail du contrat de travail (rubrique S21.G00.40.013). Pour ces deux unités, toutes les mesures déclarées sont exprimées en jours ou en heures, qu'elles soient d'ordre contractuel, légal et conventionnel ou qu'elles soient établies dans le cadre du processus de paie. Ainsi, si l'unité déclarée est le forfait jour, la quotité de travail du contrat est un nombre de jours inférieur ou égal à « 31.00 » et ne doit surtout pas être un forfait. En fonction de l'unité de mesure déclarée au niveau du contrat, les valeurs/quotités à renseigner en DSN ne sont pas les mêmes.

2. Modalités déclaratives pour les unités mesurant des durées

Pour une unité exprimant une durée (Heure, Journée, Forfait heure, Forfait jour), les données suivantes doivent être renseignées :

- Rubrique « Quotité de travail de référence de l'entreprise pour la catégorie de salarié - S21.G00.40.012 » : valeur supérieure ou égale à 0.00 ;
- Rubrique « Quotité de travail du contrat de travail - S21.G00.40.013 » : Valeur supérieure ou égale à 0.00 ;
- Bloc « Activité - S21.G00.53 » de type « 01 - Travail rémunéré » (« Type - S21.G00.53.001 ») ;
- Bloc « Activité - S21.G00.53 » de type « 02 -Durée d'absence non rémunérée » (« Type - S21.G00.53.001 ») uniquement s'il existe une absence non rémunérée ou partiellement rémunérée.

Des exemples sont précisés dans les points traitant des modalités et règles de valorisation des mesures d'activités et d'absences non rémunérées.

3. Modalités de valorisation des mesures de travail et d'absences

3.1 Les mesures exprimées en heures et en jours

3.1.1 Les mesures de nature contractuelles, légales et conventionnelles

Les mesures de nature contractuelles, légales et conventionnelles sont renseignées dans les rubriques suivantes :

- Quotité de travail de référence de l'entreprise pour la catégorie de salarié - S21.G00.40.012
- Quotité de travail du contrat de travail - S21.G00.40.013

Ces deux mesures expriment la quotité de travail, mesurée en durée, que devrait réaliser la catégorie de salarié ou l'individu sur une période donnée (ce peut être l'année, le mois, la semaine, etc.), en ne prenant en compte que les repos hebdomadaires prévus par la loi (2 jours consécutifs par semaine).

Ainsi, considérons le cas d'un individu dont le contrat porte une quotité de travail de 218 jours dans le cadre d'un forfait annuel. Cette personne doit effectuer 218 jours de travail (ou assimilé) pendant une année. Cette mesure tient compte des absences autorisées, notamment les congés payés, les jours fériés, les journées accordées conventionnellement (réduction du temps de travail, etc.). En revanche, dans la DSN, ce qui est attendu ne tient compte que des repos hebdomadaires légaux. Ainsi, la quotité de travail du contrat de travail de ce même individu doit être valorisée à 260 jours par an (365 jours de l'année – 104 jours de repos hebdo dans l'année – la journée du 1^{er} mai), soit 21,67 jours par mois. Cette durée correspond au temps de travail moyen que réaliserait cet individu au cours d'un mois où ne survient aucune absence, que cette dernière soit rémunérée ou non.

Pour un individu dont les modalités contractuelles seraient identiques mais dont le forfait serait composé de 109 jours, le principe appliqué est le même et mène à une quotité de travail du contrat de travail de 130 jours par an ou 10,83 jours par mois.

Pour un individu dont le contrat est libellé en heures, à temps plein sur la base de la durée légale du travail (35h), la quotité de travail correspondante est 151,67h mensuelles ou 1820h annuelles.

Compte tenu du maillage mensuel de la DSN, la quotité de travail de référence de l'entreprise pour la catégorie de salarié et la quotité de travail du contrat de travail sont à valoriser par mois, selon les modalités décrites ci-dessus, illustrées par les exemples ci-dessous :

Éléments contractuels	Valeur à renseigner
Forfait annuel 218 jours	21,67 (jours)
Forfait annuel 109 jours	10,83 (jours)

Temps plein 35h par semaine	151,67 (heures)
Mi-temps sur une base de 35h par semaine	75,88 (heures)
Forfait annuel de 1820h	151,67 (heures)
Forfait annuel de 910h	75,88 (heures)

3.1.2 Les mesures du processus de calcul de la paie

Les mesures du processus de calcul de la paie sont les suivantes :

- Bloc « Activité - S21.G00.53 » de type « 01 - Travail rémunéré » (« Type - S21.G00.53.001 »)
- Bloc « Activité - S21.G00.53 » de type « 02 - Durée d'absence non rémunérée » (« Type - S21.G00.53.001 »)

3.1.3 Unité de mesure applicable

Ainsi que mentionné précédemment, la désignation d'unité de mesure est unique dans la DSN. Ainsi, pour un individu dont le contrat est libellé en jours ou en forfait jour, toutes les mesures réelles déclarées doivent être exprimées en jours. De même pour les individus dont le contrat est libellé en heures ou en forfait heure : toutes les mesures réelles déclarées doivent être exprimées en heures. Ces dispositions sont la conséquence de la stricte application du droit du travail en vigueur. Cependant, des exceptions existent pour certaines populations telles que les intermittents du spectacle qui sont rémunérés au cachet mais qui disposent dans le même temps d'heures de répétition et pour lesquels une quantité de jours est obligatoirement à déclarer.

Les usages d'unités multiples de décompte des durées de travail ou d'absence sont de la seule responsabilité de l'employeur dans l'établissement de sa paie et ne doivent en aucune manière impacter la déclaration. Enfin, si le législateur ou l'autorité judiciaire a défini des règles de conversion entre les jours et les heures pour certains cas de figure, il est également de la responsabilité de l'employeur d'en faire une correcte application. La présente note n'illustre que les cas d'application stricte du droit du travail.

3.1.4 Le travail rémunéré

Le travail rémunéré correspond à la durée pour laquelle l'individu est rémunéré sur la période. Ceci inclut les absences pour lesquelles l'individu perçoit une rémunération, comme par exemple les périodes de congés payés (sauf s'ils sont pris en charge par une caisse de congés payés), ou les jours attribués au titre de la réduction du temps de travail, quand ces absences autorisées surviennent pendant la période d'applicabilité du contrat de travail : une absence postérieure à la fin de contrat,

correspondant à la durée de congés payés ayant donné lieu à une indemnité compensatrice de congés payés, ne constitue pas du travail rémunéré.

Un arrêt de travail avec ou sans maintien de salaire ne constitue pas du travail rémunéré.

Au contraire des quotités contractuelles, légales et conventionnelles qui sont lissées par mois, comme cela se pratique usuellement dans le cadre de la mensualisation du temps de travail, le travail rémunéré est une valeur réelle. Ainsi, un cadre dont le contrat stipule une quotité de travail de 218 jours dans le cadre d'un forfait annuel peut être amené certains mois à travailler – sans considérations éventuelles d'heures supplémentaires ni de flexibilité du temps de travail – 20 jours (mois de février), 21, 22 voire 23 jours. De même, un individu dont la quotité de travail mensuelle serait de 151,67h peut être amené à travailler entre 140h et 161h par mois, hors considérations d'heures supplémentaires ni de flexibilité du temps de travail. Ces durées sont naturellement diminuées de toutes les absences ne constituant pas du travail rémunéré qui sont déclarées dans la rubrique ci-dessous.

3.1.5 La durée d'absences non rémunérées

La durée d'absences non rémunérées est la somme, sur la période considérée, des durées de toutes les absences n'ayant donné lieu à aucune rémunération (durée à intégrer en « 02 - Durée d'absence non rémunérée »).

Doivent être prises en compte dans le type d'activité « **Durée d'absence non rémunérée** » :

- Toutes les absences liées à un arrêt maladie avec ou sans maintien de salaire,
- Les suspensions de contrat non rémunérées (congé sans solde, congé parental d'éducation, etc.),
- Les temps de grèves,
- Les congés pour raison familiales ou convenance personnelle. Ces congés sont accordés en imposant parfois des conditions d'ancienneté pour le salarié,
- En cas d'activité partielle correspondant à une invalidité, chômage partiel, la période non rémunérée ou partiellement rémunérée par l'employeur (toute la période partiellement rémunérée figurant au titre de l'activité du salarié). Il peut s'agir d'une période d'absence indemnisée par l'Assurance maladie, par une mutuelle ou un organisme de prévoyance, ou par l'Agence de services et de paiement (ASP) dans le cadre de l'activité partielle,
- En cas de temps partiel thérapeutique, la période non rémunérée par l'employeur,
- Les congés payés indemnisés par une caisse professionnelle des congés payés (CIBTP par exemple).

La zone « Durée d'absence non rémunérée » est donc à comprendre partiellement ou totalement non rémunérée.

Toute « activité » du salarié, dès lors qu'elle est totalement rémunérée par l'employeur, sera à comptabiliser dans le type d'activité « Travail rémunéré ».

Par ailleurs, la valorisation des durées en valeur réelle, avec cependant la possibilité de reconduite des modalités actuelles de gestion par le temps conventionnel, pose des problèmes à certaines entreprises qui ne comptent en réel que les absences. Il est confirmé que la tolérance d'appui sur les valeurs conventionnelles pour établir la durée de travail rémunéré est admise tout comme elle l'était dans les AED (depuis la mensualisation).

4. Exemples

4.1 Le contrat est formulé avec une unité exprimant une durée

4.1.1 Contrat dont l'unité est l'heure, temps plein sur base légale (35h)

Exemple 1 : L'individu a été absent 2 jours. Cette absence n'est pas rémunérée. Il a pris par ailleurs 5 jours de congés payés rémunérés (donc non indemnisés par une caisse professionnelle de congés payés). Son temps de travail « possible » sur le mois, c'est-à-dire hors repos hebdomadaire légal et dans la limite de son contrat de travail est de 154h (équivalent à 22 jours ouvrés de 7 heures).

Les valeurs à déclarer sont alors les suivantes :

- Unité de mesure de la quotité de travail : Heure ;
- Quotité de référence de l'entreprise pour la catégorie de salarié : 151.67 ;
- Quotité de travail du contrat de travail : 151.67 ;
- Travail rémunéré : 140.00 (154h moins 2 jours équivalent à 14h) ;
- Durée d'absence non rémunérée : 14.00 (2 jours équivalent à 14h).

S21.G00.40 - Contrat (contrat de travail, convention, mandat)		
S21.G00.40.011	Unité de mesure de la quotité de travail	10 - heure
S21.G00.40.012	Quotité de travail de référence de l'entreprise pour la catégorie de salarié	151.67
S21.G00.40.013	Quotité de travail du contrat	151.67

S21.G00.65 - Autre suspension de l'exécution du contrat		
S21.G00.65.001	Motif de suspension	501 - Congé divers non rémunéré
S21.G00.65.002	Date de début de la suspension	21112022
S21.G00.65.003	Date de fin de la suspension	22112022

S21.G00.50 - Versement individu

S21.G00.51 - Rémunération

S21.G00.53 - Activité		
S21.G00.53.001	Type	01 - Travail rémunéré
S21.G00.53.002	Mesure	140.00 <i>(154h moins 2 jours équivalent à 14h)</i>
S21.G00.53.003	Unité de mesure	10 - heure

S21.G00.53 - Activité		
S21.G00.53.001	Type	02 - Durée d'absence non rémunérée
S21.G00.53.002	Mesure	14.00 <i>(2 jours équivalent à 14h)</i>
S21.G00.53.003	Unité de mesure	10 - heure

Exemple 2 : Un salarié, dont la quotité de travail contractuelle mensuelle est de 140 heures prend 5 jours de congés payés indemnisés par une caisse de congés payés (ex : CIBTP) (équivalent à 35 heures).

Les valeurs à déclarer sont alors les suivantes :

- Unité de mesure de la quotité de travail : Heure ;
- Quotité de référence de l'entreprise pour la catégorie de salarié : 140.00 ;
- Quotité de travail du contrat de travail : 140.00 ;
- Travail rémunéré : 105.00 (en déduisant 5 jours de congés payés équivalent à 35h) ;
- Durée d'absence non rémunérée : 35.00 (5 jours équivalent à 35h).

S21.G00.40 - Contrat (contrat de travail, convention, mandat)		
S21.G00.40.011	Unité de mesure de la quotité de travail	10 - heure
S21.G00.40.012	Quotité de travail de référence de l'entreprise pour la catégorie de salarié	140.00
S21.G00.40.013	Quotité de travail du contrat	140.00

S21.G00.53 - Activité		
S21.G00.53.001	Type	01 - Travail rémunéré

S21.G00.53.002	Mesure	105.00 <i>(140h moins 5 jours équivalent à 35h)</i>
S21.G00.53.003	Unité de mesure	10 - heure

S21.G00.53 - Activité		
S21.G00.53.001	Type	02 - Durée d'absence non rémunérée
S21.G00.53.002	Mesure	35.00 <i>(5 jours équivalent à 35h)</i>
S21.G00.53.003	Unité de mesure	10 - heure

4.1.2 Contrat dont l'unité est le jour, forfait annuel de 218 jours

Un individu a une modalité d'exercice de son temps de travail issue d'une convention de forfait en jour dont la durée de travail a été fixée à 218 jours par an.

Durant un mois donné, il a pris 5 jours de congés payés, décomptés comme du travail rémunéré.

Le mois de paie présente 22 jours ouvrés.

Les valeurs à déclarer sont alors les suivantes :

- Unité de mesure de la quotité de travail : Forfait jour ;
- Quotité de référence de l'entreprise pour la catégorie de salarié : 21.67 ;
- Quotité de travail du contrat de travail : 21.67 ;
- Travail rémunéré : 22.00 ;
- Durée d'absence non rémunérée : Non déclaré.

S21.G00.40 - Contrat (contrat de travail, convention, mandat)		
S21.G00.40.011	Unité de mesure de la quotité de travail	20 - forfait jour
S21.G00.40.012	Quotité de travail de référence de l'entreprise pour la catégorie de salarié	21.67
S21.G00.40.013	Quotité de travail du contrat	21.67

S21.G00.53 - Activité		
S21.G00.53.001	Type	01 - Travail rémunéré
S21.G00.53.002	Mesure	22.00
S21.G00.53.003	Unité de mesure	20 - forfait jour

Si cet individu a pris 5 jours de congés sans solde, les valeurs à déclarer deviennent alors les suivantes :

- Unité de mesure de la quotité de travail : Forfait jour ;
- Quotité de référence de l'entreprise pour la catégorie de salarié : 21.67 ;
- Quotité de travail du contrat de travail : 21.67 ;
- Travail rémunéré : 17.00 ;
- Durée d'absence non rémunérée : 5.00.

S21.G00.40 - Contrat (contrat de travail, convention, mandat)		
S21.G00.40.011	Unité de mesure de la quotité de travail	20 - forfait jour
S21.G00.40.012	Quotité de travail de référence de l'entreprise pour la catégorie de salarié	21.67
S21.G00.40.013	Quotité de travail du contrat	21.67

S21.G00.53 - Activité		
S21.G00.53.001	Type	01 - Travail rémunéré
S21.G00.53.002	Mesure	17.00 <i>(22 moins 5 jours de congés sans solde)</i>
S21.G00.53.003	Unité de mesure	20 - forfait jour

S21.G00.53 - Activité		
S21.G00.53.001	Type	02 - Durée d'absence non rémunérée
S21.G00.53.002	Mesure	5.00 <i>(congés sans solde)</i>
S21.G00.53.003	Unité de mesure	20 - forfait jour